

PARLEMENT Panafricain

PANAFRICANISME ET RENAISSANCE AFRICAINE

**Par le Professeur Abdoulaye BATHILY
Ministre d'Etat auprès du Président de la République du Sénégal**

Le concept du Panafricanisme peut s'entendre à deux niveaux:

Selon Imanuel Geiss:

1. Le Panafricanisme est un mouvement intellectuel et politique entre Africains et Afro-Américains qui considèrent ou ont considéré les Africains et les peuples d'ascendance africaine comme homogènes.
2. Le Panafricanisme est aussi un ensemble d'idées qui ont mis l'accent ou qui recherchaient l'unité culturelle et l'indépendance politique de l'Afrique, de même que le désir de moderniser l'Afrique sur la base de l'égalité des droits. La "rédemption de l'Afrique" et "l'Afrique aux Africains" étaient les devises de Panafricanisme.

A l'origine, le Panafricanisme était un mouvement politique et idéologique de l'intelligentsia afro-américaine qui a vu le jour dès le 18ème siècle, parmi l'élite africaine émergente autour des forteresses coloniales de la côte Ouest de l'Afrique et la colonie du Cap en Afrique du Sud.

Le premier congrès panafricain s'est tenu à Londres en Juillet 1900, à l'initiative de Henry Sylvester Williams, avocat de Trinité et conseiller aux Indigènes (actuel Ghana).

De 1900 à 1950, le mouvement panafricain a défendu les causes des peuples africains contre l'esclavage, la discrimination raciale, la conquête coloniale et la domination.

Les écrits et les actions des leaders de cette première phase du mouvement panafricain continuent d'inspirer nos luttes actuelles. C'est le cas de Williams Du Bois, Marcus Garvey, Edward W. Blyden, PK Seme, Georges Padmore et Kwame Nkrumah.

La deuxième source historique du mouvement progressiste africain est représentée par les grandes coalitions anticoloniales, qui ont mené des luttes contre la domination impérialiste et l'exploitation dans les différentes colonies, pour

l'émancipation et l'indépendance nationale. Ces coalitions nationales étaient des larges alliances entre les partis politiques progressistes de l'époque, les mouvements ouvriers, les jeunes, les femmes, les paysans et les autres organisations de masse inspirées par les valeurs progressistes de libération nationale, de démocratie et de la transformation qualitative des relations sociales en Afrique.

Vers les années 1950, le mouvement panafricain et les luttes anticoloniales ont fusionné en un seul et même mouvement historique qui a conduit à ce que le Premier ministre britannique, Harold Mac Millan a appelé le "vent du changement", qui a soufflé sur l'Afrique. Le mouvement panafricain est devenu le creuset des divers groupes progressistes des sociétés africaines.

Les forces progressistes africaines n'ont pas fonctionné en vase clos pendant le déploiement des activités anticolonialistes. Dès les débuts du panafricanisme, ce mouvement a bénéficié de l'appui de certaines figures de proue des sociétés occidentales qui se recrutaient parmi les abolitionnistes, certains philosophes antiracistes et des chefs religieux. La montée du mouvement ouvrier et en particulier de l'Internationale Socialiste, le Mouvement Communiste Mondial et les militants des droits de l'homme, a, sous diverses formes et dimensions, apporté du soutien et de la solidarité aux mouvements de libération de l'Afrique contre le colonialisme et l'apartheid.

D'autre part, le mouvement progressiste africain a davantage fait la promotion de sa propre cause en développant des liens avec le mouvement progressiste en Asie et en Amérique latine.

Les dynamiques de Bandoeng au sein desquelles les dirigeants progressistes africains tels que Gamal Abdel Nasser, Kwame Nkrumah, Modibo Keita, Jomo Kenyatta, Odinga Odinga, Julius Nyerere, Sekou Touré, etc., ont joué un rôle

décisif avec leurs homologues asiatiques, ont accéléré la décolonisation de l'Afrique.

Ainsi, à travers le Panafricanisme et les diverses luttes anticoloniales, le mouvement progressiste africain a atteint son principal objectif qui visait à renverser la cause de l'histoire jusque-là marqué par l'initiative des puissances coloniales. Selon les mots de Kwame Nkrumah, le royaume politique a été demandé et a gagné.

Vers le milieu des années 1960 la plupart des pays, à l'exception des colonies portugaises et des forteresses racistes, ont obtenu leur souveraineté. Le rêve des leaders panafricains semblait alors être atteint, avec la création de l'OUA en mai 1963, et la création du Comité de Libération à Dar Es Salam (Tanzanie) qui s'en est suivie.

II. INDEPENDANCE AFRICAINE: NUANCES ET OMBRES

Le vaste mouvement progressiste panafricain a connu une transformation rapide au cours de la période qui a précédé les indépendances en Afrique. Malheureusement, cette transformation n'a pas produit les fruits escomptés dans plusieurs cas.

Il y a eu, sans aucun doute, des tentatives visant à traduire la vision d'autonomisation économique nationale et culturelle dans certains pays, où les partis progressistes ont conduit le mouvement pour l'indépendance. Ces expériences ont toutefois été de courte durée pour plusieurs raisons.

Mêmes ces régimes se sont effondrés sous la pression des contradictions internes et les effets des guerres froides. La plupart d'entre eux ont été remplacés par des dictatures militaires. D'autres n'ont survécu qu'au prix de l'abandon des valeurs progressistes qui ils défendaient pendant la période précédente.

La large coalition anticoloniale a éclaté dans la plupart des pays et a cédé la place à la dictature, le culte de la personnalité, la montée du nationalisme d'Etat au détriment du panafricanisme.

Les membres du parti ont remplacé la vision commune de la libération nationale, d'unité et de progrès économique par le tribalisme, la solidarité ethnique et d'autres affiliations sectaires. La plupart des gains positifs des luttes anticoloniales ont été perdus au cours des années 70 aux années 80.

Au niveau national et régional, les mouvements panafricains ont subi une ère de fragmentation et de divisions idéologiques désastreuses qui les ont affaiblis individuellement et collectivement. Ces tendances ont affecté également les mouvements de masse. Dans ces circonstances, les idéaux d'unité et de solidarité étaient défendus et promues principalement par les mouvements de libération dans les colonies portugaises et les pays en proie aux règles racistes.

Pendant que ces changements affectaient le corps politique africain, le fondement économique était également en crise. Car dans la plupart des cas, les mouvements progressistes qui se sont emparés du pouvoir d'Etat n'ont pas apporté des politiques économiques innovantes. La poursuite des politiques du mode colonial de la production dans le nouveau contexte international a aggravé les conditions de vie du peuple dans son ensemble. Tout portait à croire que le mouvement panafricain était mieux équipée pour gagner des batailles politiques et militaires contre les régimes coloniaux, mais incapable de créer un cadre économique et social alternatif pour le nouvel État souverain.

Comme de nombreuses études l'ont indiqué, l'imposition des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) par les institutions de Bretton Woods vers le milieu des années 1980 a davantage conduit à la dislocation du tissu social africain sur de nombreux points:

- Augmentation de la pauvreté,

- Effondrement de l'Etat,
- Conflits sociaux et politiques menant à des guerres civiles, etc.

L'une des principales conséquences de cette situation a été le recul dramatique des forces progressistes, tant au niveau idéologique que organisationnel. La résistance autour des valeurs défendues par le mouvement panafricain a été conduite dans la plupart des pays par petits groupes clandestins et la montée des organisations de la société civile.

III. VERS LA RENAISSANCE AFRICAINE

La combinaison des mouvements de protestation contre les effets des PAS et la mutation de la scène mondiale, notamment avec la fin de la guerre froide, a offert, dès les années 1990, de nouvelles opportunités au mouvement panafricain.

Le processus de démocratisation a donné lieu à la création et la légalisation des nouveaux partis politiques. L'effondrement de l'apartheid a qualitativement changé l'atmosphère politique en Afrique du Sud, en Afrique Australe et au-delà. Dans les autres sous-régions, de nouvelles coalitions nationales fondées sur un programme progressiste ont remplacé les dictatures qui ont régné pendant de longues décennies ou les systèmes de parti unique de facto.

Certains de ces partis politiques de gauche, de gauche classique et les mouvements de libération ont rejoint l'Internationale socialiste. Même s'il faut reconnaître que beaucoup d'autres partis restent en dehors de cette organisation faïtière.

Le sentiment général parmi les progressistes africains tend à s'orienter vers une nouvelle initiative visant à rassembler au niveau continental les différentes organisations afin qu'elles échangent leurs points de vues de manière régulière sur l'état actuel et l'avenir de l'Afrique. Il ne fait l'ombre d'aucun doute à ce jour, qu'il y a un besoin de reconstruire le mouvement progressiste africain. Pour développer une vision commune et une approche cohérente, afin de relever les défis auxquels notre continent est confronté au niveau national, sous régional, régional et international. S'il

est vrai qu'il est nécessaire d'établir des liens avec le mouvement progressiste dans d'autres parties du monde, avec l'objectif de reconstruire un monde plus humain, il me semble que le mouvement progressiste africain ne peut être un partenaire important sur la scène internationale, que si nous parvenons à nous réunir et de mettre notre propre maison en ordre.

Trois autres défis majeurs peuvent être identifiés.

L'un de ces défis est la nécessité d'articuler de nouveaux paradigmes de développement qui pourraient être conceptualisés comme alternatives à l'idéologie dominante néo-libérale. Certains cadres conceptuels et théoriques ont été proposés au cours des 15 dernières années, tels que le développement humain et les concepts de sécurité humaine, qui mettent en avant la nécessité de développer des approches centrées sur les personnes à changer. La poursuite de l'élaboration est cependant nécessaire ainsi que des outils, des méthodes et des procédés pour les concrétiser.

Un autre défi important consiste à revisiter les notions de démocratie et de citoyenneté dans un monde globalisé. Ces notions sont très chargées, comme nous le savons tous, et dans une large mesure ont grandi et mûri dans le paysage européen. Bien que certaines des valeurs incarnées par ces notions puissent être considérées comme universelles, l'approche de modèle unique n'est pas appropriée. En effet, elle comporte des limitations sévères et a même été contre-productive dans la mesure où elle est considérée comme une imposition de ce qu'on appelle les valeurs occidentales sur les sociétés dont les trajectoires historiques ont été complètement différentes. La façon de reconnaître et valoriser la diversité des expériences historiques, et de démocratiser les processus de démocratisation qui sont en cours, est certainement une question très critique.

Le troisième défi auquel les progressistes doivent s'attaquer c'est la nécessité de construire de solides états de développement. Nous devons reconnaître qu'il ne sera pas possible de résoudre le problème de la pauvreté dans le monde en s'appuyant

uniquement sur le marché. Et nous devons remettre en question la sagesse conventionnelle qui voue un culte aux marchés et tend à opposer les individus et les communautés, les individus et les Etats, la liberté et la sécurité. Cela me ramène à la première difficulté que j'ai identifiée: la nécessité de concevoir des paradigmes alternatifs.

Il me semble que la Renaissance prônée par le président Tabo Mbeki, dans "Réflexions sur les défis et perspectives africaines" (2010) aidera à surmonter les défis mentionnés plus haut. Mais il me semble aussi que la vision de la Renaissance Africaine aura des grandes chances de se traduire dans la réalité si elle est détenue non seulement par quelques gouvernements, mais aussi par les partis politiques progressistes et des mouvements de masse aux niveaux national et continental.

Dernier point, mais non des moindres, à un moment où les différentes régions du monde renforcent leurs capacités par la formation de blocs économiques et géopolitiques pour rivaliser avec succès, le mouvement de renaissance africaine est confrontée à un défi similaire. La nécessité de reconstruire les sociétés, les communautés et les nations, pour éradiquer la pauvreté, l'autonomisation des populations pauvres et défavorisés, entre autres, requiert une action urgente de notre part. En construisant l'unité, l'intégration et la solidarité entre les peuples africains à travers le continent, nous contribueront à la rédemption de l'Afrique.

La renaissance africaine nécessite un nouveau modèle de gouvernance et un meilleur leadership pour éradiquer le syndrome de Berlin (Abdoulaye BATHILY, La Conférence de Berlin 1885: causes et Conséquences, dans Aujourd'hui l'Afrique N° 31-32 centenaire de la Conférence de Berlin 1884 -1885).